

Spécial COVID-19

## Le monde d'après, Le combat d'aujourd'hui !

SUD a dénoncé la gestion calamiteuse de la crise sanitaire par le groupe La Poste. Notre employeur a préféré se concentrer sur le maintien de l'activité et les bénéfices qu'il pourrait tirer de la situation plutôt que mettre en avant la protection des postiers. Dès le début de l'épidémie, nous avons alerté la DOT Colis IDF sur les mesures sanitaires inappliquées ou inapplicables dans nos centres : pas de gel ou trop peu, des gants inadaptés, absence de masques, distanciation impossible à respecter. Partout où nous étions présents, nous avons enclenché des Dangers Graves et Imminents (DGI) et encouragé les collègues à exercer leur droit de retrait.

SUD a interpellé la direction sans relâche pour la mise en place des mesures de protection à la hauteur du danger épidémique. Nous avons tout de suite demandé un service minimum recentré sur les livraisons de première nécessité, la communication de tous les cas de Covid-19, le respect de la note RH nationale pour la désinfection et la mise en quatorzaine, l'adaptation des conditions de travail avec l'abaissement de la charge et des pauses supplémentaires. Dans un premier temps, la DOTC-IDF a tout simplement cessé les échanges avec les organisations syndicales et n'a apporté aucune réponse, aucune proposition. Suite à la plainte déposée par la fédération SUD-PTT et malgré la décision de justice qui lui demande de revoir ses évaluations de risques professionnels (EVRP), La Poste a décidé de passer en force, sans consulter les organisations syndicales, et encore moins le personnel.

Nous avons fini par obtenir une audience téléphonique pour discuter des revendications incluses dans les préavis que nous déposons chaque semaine. Là encore, un dialogue de sourds avec la DOTC-IDF. On nous dit que le mot d'ordre dans la période est « *bienveillance* », mais quand nous demandons de vraies pauses supplémentaires, le directeur nous répond que le lavage des mains permet aux agents de souffler. Quand nous demandons des précisions sur le gel mis à disposition à l'ACP Garonor (gel nettoyant, pas hydroalcoolique et encore moins virucide), le directeur livraison nous répond que le gel nettoyant n'était pas conforme et qu'il a été recyclé dans des kits de protection « *offerts* » aux livreurs. Il s'est ensuite excusé... Un dialogue qui en dit long sur l'état d'esprit de notre direction.



Au niveau national, notre fédération a dénoncé le scandale des masques. En effet, il s'avère que 24 millions de masques étaient stockés, en toute discrétion, dans des centres d'approvisionnement, et ce depuis le début de la pandémie. Comment La Poste a-t-elle pu dissimuler un tel stock sans équiper l'ensemble des postiers ? Et pourquoi, a-t-elle fait un don aux forces de l'ordre et pas aux professions de santé qui en manquaient cruellement à l'époque ? Et que dire de la CFDT qui, dans un communiqué du 10 avril, jugeait que c'était une « *polémique stérile et déplacée* ». Drôle de conception de la protection et de la défense des travailleurs. En résumé, la DOTC-IDF a bafoué le dialogue social et a préféré gérer la situation comme un conflit social plutôt qu'une crise sanitaire. La grande classe !!!

 O  
F  
E  
C  
D  
M

## LE MYTHE DE LA RECONNAISSANCE

La crise du Covid-19 a mis en lumière les métiers vraiment utiles et indispensables au pays. Bien loin des premiers de cordée et de la théorie du ruissellement, ce sont plutôt les premiers de corvée qui ont été sur le pont. Tous ces travailleurs et travailleuses de l'ombre, tous ces invisibles dont nous faisons partie sont aussi les plus mal payé(e)s, des hommes et majoritairement des femmes à



temps partiel.

STOUJOURS revendiqué une revalorisation conséquente des salaires, des augmentations déjà

légitimes avant l'épidémie du Covid-19. A défaut, nous avons demandé une prime exceptionnelle de 1000 € pour l'ensemble des postier(e)s. La réponse de la DOT Colis est à la hauteur du mépris de nos dirigeants. Ces derniers estiment que les semaines de 21 ou 28 heures payées 35 heures suffisent à récompenser les postier(e)s. Ils oublient que ces organisations du temps de travail étaient avant tout des mesures de protection pour limiter la contagion du virus dans nos rangs. Ce n'était donc pas une récompense ! Voilà donc toute la reconnaissance de la direction pour avoir été en première ligne au risque d'y laisser sa santé, voire sa vie.

Et que dire des attentions de nos directeurs ? En guise de remerciements, des viennoiseries, du jus d'orange, certains postiers ont même reçu une tablette de chocolat intitulée « le chocolat des héros » ! Vraiment du foutage de gueule, quand on sait que les directeurs d'établissements ont vu leur prime augmentée de 500 €, pour la fixer à 3000 €, pendant la crise sanitaire !!!

La reconnaissance à La Poste est un mythe. Comme le monstre du Loch Ness, beaucoup ont cru l'apercevoir mais finalement personne n'a la preuve qu'il existe.

## DU SANG ET DES LARMES !!!

Cette crise mondiale a montré les limites du système capitaliste libéral, un système où l'argent passe avant l'humain, avant la santé, et finalement avant la vie.

Il n'y a que deux alternatives à cette sortie de crise : soit nous laissons les financiers continuer leurs ravages économiques, sociaux et écologiques, soit nous tirons les leçons du passé. Pour le gouvernement et le patronat, c'est tout vu, non seulement ils vont poursuivre la même politique, mais en plus ils vont profiter de la situation pour faire plus de profits au détriment des salarié(e)s. D'un côté, nous avons beaucoup d'artisans, d'indépendants et de PME qui ne se relèveront pas de cette crise sanitaire et économique, de l'autre, nous avons des grands groupes industriels qui licencient massivement après avoir capté des milliards d'aide de l'état. C'est tellement pratique de tout mettre sur le dos d'un virus.

Le Medef nous promet du sang et des larmes grâce aux ordonnances du gouvernement : remise en cause des 35 heures, du repos hebdomadaire et dominical, report de congés ou pose obligatoire, suppression de jours fériés.

L'utilisation de l'état d'urgence sanitaire pose aussi question. Même si la situation impose d'être vigilant et de respecter les gestes barrières, un état d'urgence qui se prolongerait à l'infini risque de museler la contestation, plus d'assemblées, plus de rassemblements, plus de manifestations, un usage excessif des forces



de l'ordre, une propagande punitive relayée par des médias à la botte de quelques puissants.

Nous avons subi les effets de la pandémie, nous nous sommes mobilisés pour que le pays continue à fonctionner, pour que la population ait accès aux produits de première nécessité et même davantage, et aujourd'hui on veut nous faire payer la facture, inadmissible !!!

## Sécurité et protection des travailleurs

Il existe des alternatives au néolibéralisme productiviste et autoritaire ! Il faut rediriger les moyens financiers vers des objectifs de transformation sociale et de préservation de l'environnement, notamment le renforcement et le développement des services publics. Après une crise comme celle du covid-19, il faut avant tout garantir la prévention et la protection de l'ensemble des salariés et ne plus subir les manquements de l'état et de La Poste : gratuité des masques et accès aux tests, un plan d'urgence contre les violences faites aux femmes, un plan d'urgence pour l'hôpital public. La sécurité au travail doit être garantie, les travailleurs et les travailleuses ont été mis en danger, il faut rétablir la responsabilité pénale de nos patrons en cas de mise en danger, les obliger à suspendre l'activité jusqu'à la mise en place des mesures de protection, assurer le droit de retrait en cas de danger grave et imminent (DGI) et une reconnaissance automatique en accident de travail ou en maladie professionnelle pour les agents touchés par le virus. Il faut également renforcer les effectifs de l'inspection du travail sans qu'ils subissent des pressions politiques, renforcer les effectifs de la médecine du travail, une médecine du travail au service des travailleurs et non au service des patrons, sans oublier de renforcer les pouvoirs des représentants du personnel, trop souvent limités à un rôle consultatif. Bref ! Après cette crise, il faut tout revoir du sol au plafond !

## Le trafic colis explose, les agents aussi !

Si certains secteurs d'activité ont beaucoup souffert de la crise sanitaire et économique, c'est loin d'être le cas pour La Poste, et plus particulièrement pour le secteur du colis. Nous avons récupéré les colis des opérateurs privés, puisque eux ont fermé leurs locaux pour protéger leurs salarié(e)s ou y ont été contraints par la voie juridique, comme AMAZON. La Poste a refusé de recentrer l'activité sur les produits de première nécessité. Le confinement a modifié le comportement et les habitudes de chacun et cela a occasionné une explosion des commandes dans les enseignes du e-commerce. Si l'on ajoute à ça les absences pour "garde d'enfant" ou personne à risque et "éloignée du service", on se retrouve dans une situation exceptionnelle avec un trafic qui surpasse celui de la Peak période. Le PDG, Philippe Wahl s'en est même vanté dans les médias.

Il y a pourtant une énorme différence avec le trafic de fin d'année car les conditions de travail sont compliquées par des mesures sanitaires inédites, et surtout, la direction ne met pas les moyens à la hauteur de la situation, que ce soit pour le matériel ou pour le recrutement. Dans les différentes ACP, à la PFMA ou dans les PFC, la charge de travail est tout simplement insupportable !!! Et pas de prime prévue pour les premiers de corvée !

La direction, comme à son habitude, fait la sourde oreille, aucune reconnaissance pour les travailleurs et les travailleuses en souffrance depuis des semaines. La Poste n'a tiré aucune leçon de la crise. Comme toujours, une seule chose compte, faire du fric !!! Faire baisser les effectifs pendant que le trafic explose, pas de problème !!! poursuivre les réorganisations qui vont bouleverser nos vies, pas de problème !!! Un service public qui disparaît, pas de problème !!! Pas de revalorisation des salaires et du point d'indice pour les fonctionnaires, pas de problème !!!

La seule façon de faire échouer les plans mortifères de la DOT Colis et de ne pas laisser sa santé (ou sa vie) au travail, c'est de faire bloc et de se mobiliser. La grève et le blocage de l'outil industriel, c'est la seule chose qui fera bouger la direction !!! Arrêtons de subir !!! Mobilisons-nous !!!



## JUSTICE SOCIALE

Pour commencer, il faut cesser la politique de la prime, même si dans certains cas elle peut s'avérer utile (prime COVID, prime de risque ou encore prime d'insalubrité). Aujourd'hui, dans ce pays, que ce soit au niveau de l'Etat ou au niveau des entreprises, dès que la colère gronde, on nous balance des primes. Nous ne faisons pas la mendicité ! Nous voulons vivre dignement ! Cela passe par une hausse importante des salaires et la revalorisation du point d'indice pour la Fonction Publique.

Il faut également rationaliser les salaires. Les grands patrons qui s'attribuent des rémunérations faramineuses alors que les travailleurs et les travailleuses sont de plus en plus précarisés, ça suffit ! Nous devons plafonner les revenus et fixer un écart à ne pas dépasser entre le plus haut et le plus bas salaire (de 1 à 20 par exemple). Il faut sortir du système de la pensée individualiste et du chacun pour soi, si l'on veut un monde juste. Nous devons faire preuve de solidarité et partager le temps de travail. Avec un temps de référence de 32 heures hebdomadaires (28 heures en nuit), sans perte de salaire ni flexibilité des horaires, ça permet plus d'embauche, ça améliore la qualité de vie puisque ça nous laisse plus de temps pour nous. Cela peut aussi réduire l'empreinte carbone, si l'entreprise concentre ses activités et réduit les déplacements polluants. Il faut revaloriser les salaires et les carrières des femmes, uniformiser au niveau des hommes, bannir les temps partiels imposés et faire poursuivre les progressions de salaire pendant les grossesses. Il faut limiter les contrats courts et la sous-traitance en pénalisant les entreprises qui en abusent, interdire les licenciements aux entreprises qui font des profits.

Le monde de demain se construit aujourd'hui, nous ne voulons plus de ce monde d'inégalités. Plus de droits pour les travailleurs, plus de devoirs pour les patrons, justice sociale pour tous !



## Prendre l'argent là où il est !

On entend déjà les financiers et une partie de la classe politique nous dire que c'est un projet de société trop coûteux, que nous sommes des inconscients, que nous allons creuser la dette du pays. Étrangement, quand il s'agit de trouver des centaines de milliards pour sauver les banques ou stabiliser les marchés financiers, l'endettement est obligatoire et ne pose aucun problème. En revanche, quand il s'agit d'un projet qui vise à mieux répartir les richesses et à financer la reconversion sociale et écologique, l'endettement devient un « gros mot ». Pourtant il y a de l'argent dans ce pays, il faut juste aller le chercher au bon endroit. Les banques centrales doivent cesser de soutenir les entreprises polluantes et rediriger les fonds vers des secteurs socialement et écologiquement bénéfiques. Il faut réguler les activités bancaires, en particulier les opérations spéculatives et les distributions de dividendes. L'ISF doit être rétabli et transformé pour faire contribuer les plus riches à la solidarité nationale. Il faut mettre les moyens nécessaires pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscale, taxer les transactions financières, supprimer les niches fiscales qui sapent le principe d'égalité devant l'impôt. Une fois ces mesures appliquées, les fonds récoltés seront suffisants pour financer un projet de société résolument tourné vers l'avenir. Un avenir de justice sociale et de préservation de l'environnement. Si nous ne voulons pas aller dans le mur, c'est aujourd'hui qu'il faut agir !



### L'ACP Rungis dit non au 5 jours !

Depuis le début de la crise, La Poste sollicite les opérateurs colis pour garantir une continuité de service aux usagers, ceux-ci se retrouvent ainsi parmi les travailleurs les plus exposés au virus. Le colis se remplit les poches, mais les technocrates en télétravail ne souhaitent pas partager. Preuve en est, nous n'avons toujours pas de réponse sur l'attribution de la prime covid19 que nous réclamons depuis plusieurs semaines. L'ACP Rungis a été une des seules agences à fermer pour quatorzaine.



En effet, plusieurs cas de suspicions avaient été déclarés parmi le CODIR. Cette fermeture devait permettre la mise en sécurité des travailleurs, procéder à la désinfection des locaux et à la mise en place des mesures "barrières".

La direction, sans même avoir évalué le risque sanitaire représenté par cette pandémie, décide ensuite d'augmenter le temps de travail, donc la durée d'exposition malgré une alerte et un Danger Grave et Imminent maintenus.

Le CHSCT a donc voté une double expertise, qui a permis aux collègues de rester sur l'organisation de travail de 4 jours. La section a su construire un rapport de force qui permet aujourd'hui à ces postiers d'avoir de meilleures conditions de travail que la plupart des autres centres. Un exemple à suivre...

**LE CHOIX DU MONDE DE DEMAIN  
SE DECIDE AUJOURD'HUI !  
LES TRAVAILLEURS ET LES TRAVAILLEUSES  
NE DOIVENT PAS PAYER L'ADDITION !!!**